

J Street face à l'AIPAC : Quand David s'attaque à Goliath

Célia Belin, *Plurielles*, n° 16, avril 2011.

Docteur en sciences politiques de l'université Panthéon-Assas, Célia Belin est l'auteur de Jésus est juif en Amérique, droite évangélique et lobbies chrétiens pro-Israël, à paraître chez Fayard en février 2011. Elle est actuellement chercheur en relations internationales associé au Centre Thucydide.

A sa création en 2008, les medias français et européens se sont enthousiasmés pour un nouveau lobby américain, J Street, se revendiquant à la fois pro-paix et pro-israélien. Conscients du rôle crucial joué par la diplomatie américaine et, par extension, la communauté juive américaine sur l'avancée des négociations de paix au Proche-Orient, les Européens applaudirent l'initiative, espérant qu'elle apporterait une bouffée d'air frais dans un bocal washingtonien saturé par le consensus pro-Israël. Enivrés par la possibilité de développer un mouvement juif pro-Israël et pro-paix autour du monde, les Européens ont répondu deux ans plus tard en concevant JCall, un groupe de pression bruxellois aux ambitions similaires à J Street. Bien qu'il n'y ait pas de lien formel entre les deux organisations, il est clair que l'espoir suscité par J Street, espoir pour les juifs de la diaspora de réussir à « se démarquer de leur alignement trop souvent systématique sur la politique israélienne¹ », a été source d'inspiration outre-Atlantique.

Toutefois, trois ans plus tard, c'est à se demander si les Européens n'ont pas pris leurs rêves pour la réalité. Si J Street répond bien à une demande au sein de la population juive américaine pour changer les termes de l'engagement américain au Proche-Orient, le lobby ne parvient pas à la cheville de son géant de grand frère en taille, en puissance et en influence, l'American Israel Public Affairs Committee, plus connu sous son acronyme AIPAC. Loin de réussir à contrebalancer l'influence de la machine AIPAC, J Street parvient tout juste à exister.

Il faut dire que l'AIPAC a, à son actif, plus d'un demi-siècle de lobbying virulent en faveur d'Israël. Fondé en 1954, le lobby avait à l'origine pour ambition d'offrir à la communauté juive américaine la possibilité de s'exprimer d'une voix unique au Congrès sur les questions israéliennes. En coopération avec la Conference of Presidents of Major American Jewish

Organizations, créée en 1953 pour être l'organe central de coordination des organisations juives américaines, l'AIPAC avait pour mission de garantir que le Congrès apporte un soutien constant, homogène et fidèle à Israël. Après de premiers résultats modestes, l'aura de l'AIPAC a commencé à s'accroître à mesure que les Etats-Unis allongeaient leur aide économique et militaire au petit Etat juif, notamment suite aux guerres des Six Jours et du Kippour.

De l'avis de nombreux spécialistes, c'est sur une défaite politique que l'AIPAC a initié un cycle d'influence sans précédentⁱⁱ. En 1981, le président Ronald Reagan a affronté l'opposition féroce du lobby pro-israélien sur la question de la vente d'avions radar AWACS à l'Arabie Saoudite. Alors que la vente était inacceptable aux yeux d'Israël et de l'AIPAC, le président républicain l'emporta et le Congrès approuva l'accord. Bien que le lobby ait clairement perdu, la bataille a révélé ses forces, ses réseaux, son extraordinaire capacité de mobilisation et d'influence. Dorénavant, le Congrès devait compter avec cette prodigieuse force politique, vouée à un seul objectif : celui de soutenir et protéger le petit Etat juif. Aujourd'hui, la réputation de l'AIPAC, « voie royale du militantisme pro-israélienⁱⁱⁱ », « puissance prééminente du lobbying à Washington^{iv} », n'est plus à faire. Les grandes organisations de l'*establishment* juifs américains (American Jewish Committee, American Jewish Congress, Anti-Defamation League, Conference of Presidents...) encouragent pour la plupart l'action du grand lobby. La classe politique américaine est, dans sa très large majorité, en relation étroite avec les lobbyistes de l'AIPAC, et se presse chaque année au grand gala qui célèbre l'amitié entre les deux pays. L'AIPAC est devenu l'un des lobbies les plus puissants de Washington, rivalisant avec le lobby des armes à feu, la National Rifle Association, et AARP, le lobby des retraités.

Rien de sournois ou de condamnable dans cela : pour entretenir sa place dominante, l'AIPAC s'appuie sur des méthodes de lobbying efficaces (mobilisation, expertise, professionnalisme), rompues aux aléas du monde politique, et sur une stratégie politique intelligente. Premièrement, son équipe de lobbyistes d'excellent niveau facilite la tâche des législateurs et de leur personnel en leur fournissant des informations fiables et précises sur les problématiques de la région et des éléments de législations prêts à l'emploi. Les positions du lobby sont connues de tous, ne varient pas soudainement et sont aisées à suivre.

Deuxièmement, au cœur de la stratégie AIPAC réside l'idée que soutenir Israël relève de l'intérêt national américain. En martelant année après année que l'Etat juif est l'allié le plus loyal

et le plus fiable des Etats-Unis dans la région, voire dans le monde, en démontrant que la proximité entre les deux pays est avantageuse aux Américains, en affirmant que le soutien à Israël est conforme aux valeurs démocratiques américaines, l'AIPAC met un argumentaire solide à disposition des hommes et femmes politiques américains. Ils peuvent ainsi défendre Israël en toute sérénité. De même, grâce à ses réseaux et son influence, le grand lobby a su faire d'Israël une question rémunératrice politiquement. Année après année, il a démontré que le positionnement d'un élu sur la question d'Israël peut avoir des fortes conséquences électorales, positives ou négatives – d'autant qu'il n'existe pour ainsi dire pas de voix dissidente pour s'y opposer. C'est donc, pour les élus du Congrès américain, une position à faible coût et à fort retour sur investissement. Le théorème est aisé : un soutien stable et fidèle au gouvernement israélien en toutes circonstances combine « *good policy and good politics* », c'est-à-dire garantit de mener une bonne politique étrangère et une bonne politique électorale.

Troisièmement, l'AIPAC a fait le fin calcul politique qu'il est tout à fait contraire à ses intérêts de devenir une question partisane. Il offre donc un soutien équivalent à tous les élus pro-Israël quel que soit leur camp. Ainsi, insensible aux changements de couleur politique à Washington, l'AIPAC est un roc sur lequel les membres du Congrès peuvent toujours s'appuyer. Pour garantir une stabilité encore plus grande, le lobby ne s'implique pas non plus dans les débats politiques en Israël. Son mot d'ordre est de s'aligner sur le gouvernement en place à Tel Aviv et de se conformer à ses positions. En cas de désaccord interne, par exemple sur la colonisation en Cisjordanie, le lobby reste muet et ne prend pas position.

L'influence hors du commun de l'AIPAC soulève bien des suspicions et suscite bien des jalousies. Les critiques fusent, dont certaines frisent parfois la théorie du complot ou l'antisémitisme primaire. Mais d'autres résonnent plus fortement et ébranlent un peu la confiance en soi du géant. Récemment, c'est un pamphlet des professeurs d'Harvard John Mearsheimer et Stephen Walt, *The Israel Lobby and US foreign policy*, publié sous forme d'article (2006) puis d'ouvrage (2007)^v, qui a suscité la controverse. Malgré ses imperfections, l'œuvre des deux professeurs pose la question des actions et des méthodes de l'AIPAC l'accusant avant toute chose de censurer le débat sur les questions israéliennes et de défendre une politique contraire à l'intérêt national américain. Sur le premier point, personne ne peut réellement accuser le lobby de manipuler les législateurs ou de manœuvrer illicitement (même si de temps en temps un scandale

vient émailler son image policée, comme cela a été le cas en 2005 lorsque deux employés de l'AIPAC ont été mis en examen pour transmission d'informations secrètes au gouvernement israélien). La position dominante de l'AIPAC sur les questions proche-orientales dans la capitale américaine est avant tout le fruit de sa remarquable maîtrise du jeu politique. En revanche, sur le second point, le positionnement de l'AIPAC est bien plus vulnérable. L'idée selon laquelle le soutien inconditionnel à Israël est la meilleure politique à défendre pour les Etats-Unis – ou même pour Israël – peut faire l'objet d'un véritable débat de fond. Et c'est ce débat qui s'est incarné dans la création de J Street.

Périodiquement, les insatisfaits du *statu quo* dénoncent les pratiques et/ou les résultats du lobby et affirment la nécessité de faire contrepoids au géant AIPAC. Cet exercice de balancier ne pouvait guère provenir du camp palestinien ou arabe, divisé et avec une base électorale et un capital sympathie réduits aux Etats-Unis. Il existe bien d'autres groupes offrant une vision alternative comme Americans for Peace Now, fondé pour soutenir le camp de la paix en Israël, ou Israel Policy Forum, qui milite pour un engagement fort des Etats-Unis en faveur du processus de paix, mais leur positionnement était jugé trop angélique ou trop restreint.

En 2008, un groupe de juifs américains progressistes, s'appuyant sur un réseau de militants et de petits donateurs mobilisés grâce aux nouvelles technologies, a voulu offrir une alternative à la domination de l'AIPAC en créant J Street, un groupe de pression pro-paix et pro-israélien qui milite pour un engagement diplomatique actif des Etats-Unis en faveur de la paix. Pour plus d'efficacité, J Street s'est doté du statut juridique de « lobby », offrant une large gamme de possibilités d'action pour influencer les législateurs et a créé un PAC (*Political Action Committee*), JStreetPAC, qui a la possibilité de lever des fonds pour financer directement des candidats ou des partis.

L'objectif de J Street n'est pas seulement de multiplier les capacités juridiques du camp pro-paix américain. Sa raison d'être repose sur un simple constat : les positions de la communauté juive américaine sur Israël sont défendues par une frange non représentative de la communauté et la plupart des juifs américains n'ont aucun véhicule pour faire entendre leur voix sur cette question. D'après son fondateur, Jeremy Ben-Ami, J Street vient compenser ce manque, en permettant à la « majorité silencieuse » de s'exprimer^{vi}. De fait, les lobbyistes qui parlent au nom de tous les juifs américains à Washington sont en réalité disproportionnellement issus de la droite

idéologique, alors que la majorité des juifs américains épousent plus volontiers les idées politiques progressistes^{vii}. Des sondages commissionnés par J Street ont montré que 75% des juifs américains sont favorables à une implication active des Etats-Unis dans le processus de paix même si cela signifie afficher un désaccord public avec Israël ou faire pression sur l'Etat juif et que 59% d'entre eux soutiendraient un retrait israélien de la Cisjordanie^{viii}. L'ambition de J Street est de fournir un canal d'expression pour une nouvelle génération de juifs américains, plus critiques d'Israël mais aussi plus déterminés à trouver une solution à un conflit de soixante ans.

Or, depuis quelques années, en particulier depuis la guerre du Liban de 2006, un nombre croissant d'hommes et de femmes politiques américains se sont ralliés à l'idée qu'un règlement rapide et durable du conflit israélo-palestinien était une absolue nécessité. Englués dans les guerres iraqiennes et afghanes, préoccupés par une contagion islamiste au Moyen-Orient, mal à l'aise face à l'usage jugé disproportionné de la force par Israël, ils se sont montrés de plus en plus convaincus que l'état végétatif des Palestiniens empoisonne la région. Du côté républicain, le président Bush lui-même avait perçu ce changement et initié un processus tardif de négociations, dit d'Annapolis, sans toutefois parvenir à un résultat significatif. Chez les Démocrates, en particulier au sein de la frange la plus progressiste, l'alignement du Congrès sur les politiques du Likoud fatiguait. C'est pourquoi la création de J Street fut accueillie avec une relative bienveillance, comme une *via media*, un souffle d'air idéaliste et optimiste sur un sujet habituellement affligeant. Au lendemain de l'élection du nouveau président américain, tous les espoirs étaient permis. Très rapidement, Barack Obama, lui-même convaincu qu'un peu de désaccord public avec Israël ne pouvait pas nuire à la relation^{ix}, mit ses troupes en ordre de bataille et le processus semblait relancé. Cette fois, le ton s'était durci à l'encontre de l'allié israélien et l'Administration américaine s'est autorisée à rompre avec le silence complaisant de ces prédécesseurs et à exiger un gel de la colonisation.

Mais le décollage attendu ne s'est pas produit. L'Administration américaine, débordée par deux guerres et une situation économique catastrophique, n'a pas mis les ressources nécessaires à une véritable reprise des négociations. Il faut avouer que la position du président démocrate est délicate. Bien qu'il se soit toujours prononcé pour une reprise du processus de paix, il sait qu'il a très peu à gagner à dépenser du capital politique pour la résolution de ce conflit. Toute tentative est dangereuse politiquement et pas forcément rentable sur le plan de la sécurité nationale, en tout

cas à court terme. Pourquoi prendrait-il ce risque alors qu'il a besoin d'espace politique pour mener ces autres réformes sur le plan intérieur ? Dans ce contexte, l'œuvre de J Street a été mise en difficulté.

Après avoir perdu ses soutiens politiques, J Street a du affronter l'opposition de la *l'establishment* pro-israélien de Washington. Comme on pouvait s'y attendre, celui-ci a vu d'un mauvais œil la montée en puissance d'un nouvel acteur dont l'objectif affiché était de faire contrepoids au lobby le plus influent de la communauté. Comme l'affirme l'historienne Pauline Peretz, J Street est, à bien des égards, un « anti-AIPAC » : résolument ancré à gauche, proche de l'Administration Obama, J Street finance, via son PAC, des candidats que l'AIPAC juge trop critiques d'Israël et rejette les alliances avec la droite religieuse^x.

Sur un certain nombre de points, son existence même met en péril les principes au cœur de la stratégie AIPAC. J Street contredit ouvertement le grand lobby en martelant que les Etats-Unis ont parfois intérêt à désavouer ou à faire pression sur Israël pour l'amener à faire des concessions difficiles. Le jeune lobby ambitionne de faire regagner aux Etats-Unis la liberté de leurs propres choix sur les questions du Proche-Orient. Or, pour l'AIPAC, mettre en équivalence soutien inconditionnel à Israël et intérêt national américain est une absolue nécessité. Sans cela, ses lobbyistes courent le risque d'être accusés de privilégier Israël sur les Etats-Unis et d'être des marionnettes au service de l'Etat juif.

De par son positionnement sur l'échiquier politique et sa proximité avec la gauche américaine, J Street érode la tradition bipartisane chère au grand lobby. Au cours de la dernière décennie, fidèle à son principe de soutenir le gouvernement israélien en place sans contester ses choix politiques, l'AIPAC a épousé les thèses et les positions de la droite israélienne, dominantes depuis l'assassinat de Yitzakh Rabin en 1995. Aux Etats-Unis, il s'est rapproché de la droite néoconservatrice, spontanément pro-israélienne. Malgré cela, l'AIPAC a réussi à conserver une assise bipartisane, résultat d'un effort constant d'impliquer les membres des deux partis dans le soutien à Israël. Mais la création de J Street a offert à la gauche progressiste américaine une solution pour rester pro-Israël tout en se distinguant des positions les plus droitières de l'AIPAC.

Ainsi, malgré des rapports courtois en façade, les deux lobbies se livrent une guerre féroce. J Street critique constamment la pensée unique et le *statu quo* prôné par l'AIPAC et ce dernier accuse son jeune compétiteur de diviser la communauté juive américaine et de ne pas être réellement pro-Israël. Les deux lobbies semblent en opposition constante sur l'ensemble des

sujets ayant trait à Israël : opération militaire sur la flottille turque, reprise des constructions à Jérusalem-est, etc. Chaque initiative de l'AIPAC – lettres au Congrès, communiqués de presse, initiatives législatives – est presque toujours contrée par une de J Street, et inversement. Seul la question de l'Iran reste pour l'instant épargnée. Les combats ont été particulièrement virulents lorsque J Street a décidé de condamner, au grand dam de l'*establishment* juif américain, l'opération Plomb Durci à Gaza puis a applaudi le rapport très critique du juge Richard Goldstone sur l'opération.

Cette guerre intestine reflète les divisions qui déchirent les juifs américains et le malaise qu'ils ressentent face à Israël. Le problème de J Street provient de ce que son analyse de la communauté juive n'a pas de transcription tangible. En théorie, et d'après les sondages, une majorité des juifs américains devraient être prêt à soutenir le jeune lobby. Mais il s'agit d'une majorité passive et le système du lobbying favorise les minorités bruyantes aux majorités silencieuses. Ainsi, bien qu'une majorité de juifs approuvent son action, cela ne se traduit pas en poids politique, électoral ou financier.

En outre, les efforts de J Street sont entravés par un autre aspect : Israël, traditionnellement réceptif aux groupes juifs américains, s'est montré méfiant, voire hostile à l'égard de celui-là. En mars 2010, une délégation de membres du Congrès américain menée par J Street est accueillie froidement en Israël. Daniel Ayalon, ancien ambassadeur d'Israël aux États-Unis et ministre adjoint des Affaires étrangères d'Israël, refuse de les recevoir. Malgré les déclarations d'un certain nombre de diplomates et intellectuels israéliens en sa faveur, J Street ne parvient pas à endiguer son image négative. L'AIPAC, lui, continue d'entretenir d'excellents rapports avec le gouvernement israélien mais aussi avec de nouveaux partenaires aux États-Unis, tels que les chrétiens sionistes, principalement issus des rangs protestants évangéliques composant près de 30% de la population américaine. Les chrétiens sionistes sont, par devoir religieux et philosophie politique, de fervents supporters de l'Etat juif. S'ils n'ont pas encore de fort pouvoir organisationnel, ils ont, grâce à leurs réseaux d'églises et d'organisations para-religieuses, une influence croissante sur l'opinion publique. Leur principal groupe de pression, Christians United for Israel, entretient des rapports exécrables avec J Street qui ne cessent de dénoncer leurs positions droitières.

Enfin, beaucoup de juifs américains, bien que pro-paix, sont mal à l'aise face à l'idée de critiquer Israël. Ils considèrent le plus souvent que ce n'est pas à eux d'imposer ou d'imaginer les contours d'une solution dans la région mais aux Israéliens, vulnérables sur la ligne de front. Ils veulent à tout prix éviter qu'on les accuse d'affaiblir Israël. Dans un essai publié en 2006 par l'American Jewish Committee, le professeur Alvin H. Rosenfeld accusait une partie de la communauté juive américaine, les juifs « progressistes », d'être elle-même antisémite, affirmant que « certains arguments pour l'élimination de l'État juif – rêve chéri par tout antisémite – proviennent de juifs eux-mêmes^{xi} ». L'attaque est brutale, et efficace.

Accusé d'affaiblir Israël et de diviser la communauté juive^{xii}, le travail de J Street s'avère délicat. Isolé, assimilé à la gauche radicale, limité par ses moyens encore modestes, J Street peine à gagner en influence. Bien que le lobby rappelle inlassablement son attachement à défendre l'existence et la sécurité d'Israël, il a pour le moment largement perdu le procès d'intention que lui fait l'AIPAC, mais aussi l'ensemble de l'*establishment* juif américain, une grande partie des Israéliens et beaucoup des supporters non-juifs d'Israël aux Etats-Unis. Il faudra du temps à J Street pour leur faire comprendre que son apport dans le débat ne consiste pas seulement à mettre des bâtons dans les roues du grand frère jaloué.

ⁱ Site Internet de JCall, <http://www.jcall.eu/Qui-sommes-nous.html>, consulté le 10 janvier 2011.

ⁱⁱ Voir J.J. Goldberg, *Jewish Power: Inside the American Jewish Establishment*, Reading, MA, Addison-Wesley, 1996, p. 197-199 ; et Edward Tivnan, *The Lobby: Jewish Political Power and American Foreign Policy*, New York, NY, Simon and Schuster, 1988, p. 135-161.

ⁱⁱⁱ Eran Lerman, « Etats-Unis-Israël : une relation vraiment très spéciale », *Outre-Terre*, n°9, 2004/4, p. 311-324.

^{iv} Paul Findley dans *They Dare to Speak Out: People and Institutions Confront Israel's Lobby*, Westport, CO, Lawrence Hill, 1985, p. 25.

^v John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt, « The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy », Faculty Research Working Papers, RWP06-011, John Kennedy School of government, Harvard University, mars 2006 ; *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*, New York, NY, Farrar, Straus and Giroux, 2007.

^{vi} Jeremy Ben-Ami, « The "Previously Silent" Majority », *Haaretz*, 25 juillet 2009.

^{vii} Sous impulsion de son troisième directeur exécutif, Thomas Dine, l'AIPAC s'est libéré du contrôle des organisations juives communautaires. Le lobby est maintenant dirigé par un groupe restreint de riches donateurs, bien plus conservateurs que la majorité des juifs américains (Peter Hägel et Pauline Peretz, « La polémique sur le "lobby pro-israélien" », *La vie des idées*, n°21, avril 2007). Depuis 1992, les juifs votent en moyenne à 70-80% en faveur du parti démocrate (Célia Belin, *Jésus est juif en Amérique, droite évangélique et lobbies chrétiens pro-Israël*, Paris, Fayard, 2011).

^{viii} Communiqué de presse, « American Jews Defy Conventional Wisdom On Israel and the Middle East », sondages menés par Gerstein/Agne, 29 juin-3 juillet 2008.

^{ix} James Traub, « The New Israel Lobby », *New York Times Magazine*, 9 septembre 2009.

^x Pauline Peretz, « J Street, le lobby de la "majorité silencieuse". Une nouvelle voix critique dans la communauté juive américaine », laviedesidees.fr, 20 novembre 2009.

^{xi} Alvin H. Rosenfeld, « “Progressive” Jewish Thought and the New Anti-Semitism », American Jewish Committee, 2006, p. 27-28.

^{xii} James Kirchick, « The surrender lobby », *Haaretz*, 9 janvier 2009.